

LA SITUATION AU RWANDA

200.000 morts, certains parlent même de 500.000 victimes, en fait actuellement personne ne peut connaître l'ampleur du massacre inter-ethnique des Hutus et des Tutsis. La seule estimation qui a pu être établie, d'après des éléments concrets, est le nombre de réfugiés - un million au total - qui affluent tous les jours, toutes les heures, depuis six semaines, jetés sur la route, ils déferlent sans interruption vers tous les pays voisins du Rwanda.

(Reportage D. Chauffier TF1 - 20H00)

B. KOUCHNER

Q: vous avez découvert ce que peut être l'horreur ?

- "Oui, l'horreur à l'état brut parce que ce qu'on vient de voir, c'est ce qui se passe aux frontières. Et je suis heureux que la France fasse enfin quelque chose là-bas et j'étais en contact avec P. DOUSTE BLAZY. Il faut penser à ce qu'on ne peut pas faire au milieu. Là, ce sont des gens qui ont fui les massacres et d'ailleurs, parfois, y ont participé. C'est comme ça que ça se passe. Mais songez que Kigali est une ville à l'intérieur de laquelle se situent des îlots d'otages menacés de mort en permanence. Certains peuvent être défendus par les 400 hommes formidables de l'extraordinaire général DALERE qui fait tout et qui est sans doute le représentant de la conscience universelle et de l'honneur de l'humanité. Tout seul avec 400 hommes il ne peut rien faire, il ne peut même pas protéger ses troupes si elles vont patrouiller devant un orphelinat menacé à l'autre bout de la ville. Il y a, à l'intérieur de cette ville, des milliers d'Anne Frank réfugiées dans les caves, dans les toits, menacés de mort. La mort rôde en permanence. Il y avait, entre cet orphelinat que nous avons tenté d'évacuer et l'aéroport, 22 barrages de milices. Ces milices qui ont eu le dernier mot dans notre négociation, car ces milices, la rue armée dans une main une machette, dans l'autre une grande, ouvrant les véhicules de l'ONU. Tout à l'heure, F. LEOTARD parlait de l'humiliation des soldats, je vous assure qu'ils sont humiliés et qu'ils attendent les 5 500 qui vont arriver. Et vous allez voir ce que va en faire le général, il va faire baisser la tension, je l'espère, s'ils arrivent très vite. Car il y a encore des massacres, on est en train d'assassiner, on est en train de poursuivre le génocide. Génocide, ça veut dire quoi ? Ca veut dire qu'on est tué pour ce qu'on est pas pour ce qu'on a fait. C'est-à-dire qu'ils cherchent les enfants en ce moment. On marche sur les cadavres d'enfants. Dans l'herbe, on trouve des têtes d'enfants décapités qui ont six ans, huit ans, deux ans. On raccourcit les enfants à la machette. Pourquoi ? Parce qu'on a tellement tué, qu'on en a peut-être, ô dernier symptôme d'humanité, un peu de remords, alors on se dit qu'il faut que l'enfant meure aussi pour ne pas qu'il puisse venir vous le reprocher ou reprendre la maison qu'on a pillée. Alors, d'un côté on dit : c'est une lutte ethnique. C'est vrai et c'est faux. On a voulu faire que ces Tutsis, qui sont 10%, contre ces Hutus, 90%, ce soit la seule explication. C'est pas vrai. C'est un génocide manipulé et fait, exécuté sciemment par des fascistes. Le fait qu'il soit tropical, ce génocide, ne change rien. Il y avait d'un côté une représentation politique pas seulement ethnique et de l'autre côté, des gens qui se sont servis du racisme. Purification ethnique là aussi, nous y sommes."

Q: Parce qu'il y avait des Hutus qui était pour une collaboration ?

- "Non seulement ça, on a commencé dans cette nuit du 6 au 7 avril, à tuer les Hutus démocrates, l'ethnie majoritaire. Et ceux-là ont été éradiqués, certains se cachent encore, on sait où mais on ne peut pas aller les chercher. C'est-à-dire des milliers d'Anne Frank, encore une fois, qui attendent la mort. Alors qu'est-ce qu'on peut faire ? Non, ce n'est pas possible, ils continuent d'être assassinés. Et je parle de Kigali, je peux vous parler des autres régions. Et je ne prends pas parti entre les bons et les méchants complètement. Il y a aussi à une autre échelle, des règlements de compte de l'autre côté du front populaire rwandais, pas du tout à la même échelle, mais un mort est un mort. Et donc, que peut-on faire ? Que ces Casques bleus chargés de la mission de protection humanitaire, ça veut dire quoi ? Donner à manger, du riz, en effet, sur lequel on a ironisé, eh bien ils en ont besoin parce qu'ils crèvent de faim. Et ceux-là qui seront nourris, seront protégés, j'espère, si les Casques bleus arrivent. Encore une fois, vous le disiez à F. LEOTARD, pas trop tard. Parce que en sommes, et je m'arrête, il y a un massacre, il y en a beaucoup ces temps-ci, celui-là est exceptionnel, c'est un génocide. Alors on attend d'avoir des images, que les journalistes au péril de leur vie fassent leur métier. Quand on le sait, c'est déjà trop tard, l'indignation monte, alors on commence à bouger. Et ce qui n'était pas possible, c'est-à-dire trouver des hommes volontaires, une espèce de force d'action rapide, de l'humanitaire, de la protection qui serait disposée par continents sous le drapeau de l'ONU, une force, les pompiers avant le feu. Alors, on dit toujours : il n'y a pas d'hommes, pas d'argent, pas de volonté politique. Et puis toujours après le massacre, on trouve les hommes, on trouve l'argent. Ça coûte beaucoup plus cher et la volonté politique se manifeste timidement. Seulement les gens sont morts. C'est comme à Sarajevo. Quand comprendra-t-on que ce qu'on veut, à la fin de ce siècle, c'est une force d'action rapide des Nations unies pour empêcher les massacres pas pour venir se lamenter après ?"

Q: Il y a la responsabilité des belligérants mais aussi la responsabilité internationale. Un responsable de Médecins Sans Frontières disait que Paris longtemps avait soutenu la faction au pouvoir qui a donc été décimée depuis début avril. Sentez-vous cette culpabilité ?

- "Bien sûr, c'est vrai qu'il n'y a pas lieu d'être fier. Et il faudrait très ouvertement que ce débat ait lieu, comme la liste Sarajevo, qu'on en parle de cette politique africaine, qu'on parle de ces zones d'ombre, qu'on parle des nécessités aussi peut-être d'en passer par là parfois. Mais qu'on l'explique. Et puis, quoi ? Faut pas exagérer non plus, la France a participé aux accords d'Arusha qui, au contraire, ce reproche a été fait ensuite et explique peut-être les massacres, faisait la partie belle au front patriotique du Rwanda. La France n'a pas fait que des mauvaises choses mais il est vrai que nous l'avons soutenu par des accords de coopération qui existent et qu'il faut bien respecter. Ou il faut changer tout, ou il ne faut pas qu'il y ait des rapports précisément spéciaux avec les pays africains, que les droits de l'homme soient appliqués en permanence. Je le souhaite infiniment, je l'ai demandé 25 fois. Mais dans ces conditions, on aide souvent des gens, oui, et on utilise souvent des armes que nous avons vendues ou que nous avons fournies pour le pire. Et là, c'est exceptionnellement ignoble, insupportable, inqualifiable. Il y aura enquête bien entendu, un jour, lorsqu'un tribunal de l'ONU sera constitué pour le Rwanda. Et vous allez voir les responsabilités. Je souhaite qu'elles soient évidemment très vite dévoilées."

(Invité de P. Poivre d'Arvor TF1 - 20H00)